

Pourquoi je suis candidat

Conseiller municipal : Daniel Petri | Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville

Nous publions, ci-dessous, le texte de la déclaration de candidature de Daniel Petri aux élections municipales qui se dérouleront les 8 et 16 mars 2008. Cette déclaration a été faite le 11 novembre dernier et a été diffusée largement aux habitants d'Alfortville. Elle fait suite à la diffusion massive, tout au long de ces dernières semaines, de plusieurs tracts exigeant le retrait pu r et simple de la réforme des régimes spéciaux de retraite, en affirmant " défendre les cheminots, c'est nous défendre tous ".

Parce que je suis solidaire des cheminots, étant moi-même agent SNCF dans les ateliers de Villeneuve-triage et donc moi-même en grève à partir du 14 pour le retrait du projet de réforme des régimes spéciaux de retraite.

Défense des régimes spéciaux

Parce que la défense des régimes spéciaux de retraite est le verrou qui empêche Nicolas Sarkozy de s'en prendre au droit à la retraite de tous les salariés.

Parce que le maintien du régime spécial des cheminots, c'est :

- 6 000 embauches de jeunes par an ;
- 30 000 embauches sur cinq ans pour remplacer les agents SNCF qui partent en retraite à 55 ans.

Parce que les cheminots se battent pour le maintien de leur régime de retraite :

- Pas un trimestre de cotisation de plus ;
- Pas un centime de " décote " ;
- Retour aux 37,5 années de cotisation pour tous, public-privé.

Solidarité avec les mal-logés

Parce que je suis solidaire des familles mal-logées et sans logis à qui la ministre de Sarkozy, Christine Boutin, veut interdire de camper à Paris pour faire valoir leur droit à un toit décent, pour tous les enfants, pour tous les salariés, les mères de familles.

Parce que tout m'oppose au gouvernement Sarkozy, sa politique et ses " réformes ".

Je serai candidat aux élections municipales de mars 2008 à la tête d'une liste de défense de la population travailleuse et pauvre d'Alfortville, une liste de mères de familles, de salariés, de mal-logés, de chômeurs, de retraités et de jeunes, pour un plan d'urgence pour protéger toute la population qui souffre de la politique de Sarkozy et de ses conséquences car c'est à cela que doit servir une municipalité :

Assurer la protection de ses habitants et leur porter secours quand c'est nécessaire,

Mettre à l'abri toutes les familles qui n'ont pas un toit digne de ce nom sur la tête,

Refuser toute démolition d'HLM.

Ce plan d'urgence, ce sont toutes celles et tous ceux qui veulent participer à cette liste et la soutenir, qu'ils aient ou non le droit de vote, qui le définiront, à partir de leur vie quotidienne.

Vous pouvez nous téléphoner, vous pouvez venir à nos permanences, à notre local, les samedis (1 bis rue des épinoches, à 14 h 30).

Ne restez pas isolés!

Modifié le lundi 03 décembre 2007

Voir aussi dans la catégorie CCSA Alfortville



Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville : Pétition pour une loi interdisant les expulsions

Pour les familles frappées par la crise. Nous voulons une loi interdisant les expulsions. >>

Comité Chômeurs - Salariés d'Alfortville : Loi el Khomri - loi « travail » , une déclaration de guerre contre les salariés, les jeunes et la population

Depuis quelques jours, un vent de fronde se lève dans tout le pays, face au projet de loi El Khomri, frauduleusement appelée Loi Travail ». Ce projet de loi détruit, d'un seul coup, les... >>

HALTE A LA RECUPERATION!

Le Comité chômeurs-salariés d'Alfortville ne donnera aucune consigne de vote aux Municipales, considérant que PERSONNE NOUS REPRESENTE, nous, les chômeurs, nous, les mal-logés, nous, les... >>

A nouveau, le CCSA mène campagne contre les expulsions de logement. Mais, cette fois, se dessine la possibilité de la constitution d'un collectif unitaire de défense contreles expulsions à
l'unité contre les expulsions
Le 30 octobre 2009, les habitants du 2, rue Veron, considérés comme " squatters ", étaient expulsés par les forces de l'ordred cet immeuble, après quatre années de bataille pour leur droit au >>
Pour sauver le droit au logement Depuis 15 ans, le Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville combat pour la défense du droit au logement. Ce combat a permis le
relogement de plus de 300 familles mal logées et sans logis en HLM